



3€

regards

OCTOBRE/NOVEMBRE 2020

QUI VA PAYER LA FRACTURE ?

Les Éditions Regards
242, boulevard Voltaire, 75011 Paris
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Pablo Pillaud-Vivien, Pierre Jacquemain,
Loïc Le Clerc, Roger Martelli, Catherine Tricot,
Laura Raim, Marion Rousset

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

**Directrice de la publication
et gérante**

Catherine Tricot

Photo de couverture CC

SOMMAIRE

OCTOBRE/NOVEMBRE

QUI VA PAYER LA FRACTURE ?

VIOLENCES POLICIÈRES, RACISME, SEXISME, RESTRICTION DES LIBERTÉS : UN JOUR EN FRANCE

- ◆ **Mélancolie du désastre annoncé**
- ◆ **Voile : ces femmes que l'on pourchasse**
- ◆ **La « misandrie » : une hostilité édentée»**

QUAND L'ANTITERRORISME DÉRAILLE

- ◆ **La guerre civile menace**
- ◆ **Face au terrorisme, la bascule du droit et des esprits**
- ◆ **Islamisme : socialisme ou barbarie**

COVID : LA DEUXIÈME VAGUE PIRE QUE LA PREMIÈRE

- ◆ **Face à la seconde vague, changer de politique**
- ◆ **La Covid, l'anxiété et nous**
- ◆ **Covid-19 : mais où est donc passé le « plan massif » pour l'hôpital promis par Macron ?**



VIOLENCES POLICIÈRES, RACISME, SEXISME, RESTRICTION DES LIBERTÉS : UN JOUR EN FRANCE

Mélancolie du désastre annoncé

Se reconfiner. Encore. Avec les mêmes travers que la première fois, et de nouveaux... Et n'avoir pour seule réponse à des revendications démocratiques que la force martiale d'un État en bout de course. Clémentine Autain appelle à tenir tête à cette mélancolie contrefaite.

Avec le retour du confinement, notre société ne semblait pas, de prime abord, retrouver l'atmosphère de suspension du printemps dernier. L'arrêt beaucoup plus partiel de l'activité économique et l'ouverture des écoles participent de cette sensation d'entre-deux incertain. Ce qui ne change pas, c'est l'incohérence et l'impréparation des décisions du gouvernement. C'est aussi le caractère artificiel des cycles médiatiques. L'actualité semble être vidée de toute substance quand la couverture du Covid-19 devient une boucle médico-

politique sans fin et sans grand débats démocratiques, reposant de moins en moins sur des informations, faute de « nouveauté ».

Dans ce climat anxiogène et morose, les glissements de terrain de notre démocratie ne font pas la Une mais sont pourtant sérieux et nombreux. Au lycée Colbert, ce sont les CRS qui contrôlent les carnets de correspondance des élèves et autorisent leur entrée. Cette triste image, caricaturale hier, semble presque anodine désormais. Les coups de matraque et de lacrymos qu'ont connu les

lycéen.ne.s, la semaine d'avant, quand ils se mobilisaient pour demander un nouveau protocole sanitaire plus adapté à des classes de 35 n'ont pas davantage émus au-delà de cercles engagés. La grève dans l'Éducation nationale de ce mardi ne semble pas non plus faire parler d'elle. Depuis que le Conseil de défense prend les décisions, au mépris des règles constitutionnelles qui lui confèrent un rôle militaire, l'Assemblée nationale devient une chambre d'enregistrement des décisions gouvernementale. L'État de droit, les libertés individuelles et collectives, la vitalité démocratique vont-ils bientôt devenir de vieux souvenirs ? Le glissement autoritaire de notre régime politique, s'il n'est pas au cœur du débat public, est un fait des plus inquiétants.

Nous en sommes là. Des enfants de dix ans sont interpellés pour « apologie de terrorisme » après avoir répété bêtement des propos qu'ils disent avoir entendus dans les médias. Trois ans de prison sont désormais envisagés pour ceux qui occuperont une université. Prison également pour celles et ceux qui filmeront des policiers. Et toujours ce sentiment que nous échappe, dans le silence, le gouvernail de nos destinées collectives. Chez les petits commerçants lâchés par un gouvernement incapable de permettre aux maigres aides d'arriver assez vite, l'incompréhension et la rancœur règnent. Pour Amazon et les grandes surfaces c'est business as usual. Face

aux rois de la start-up, le dialogue est inexistant comme si le sursis imposé de nos vies sociales devait être aussi celui de nos possibilités d'agir, de s'opposer, de proposer. Quant au défi climatique, il semble avoir repris sa place au sein des préoccupations lointaines dans ce faux semblant de réalité qui nous échappe.

À gauche, et chez tous celles et ceux qui vivent cette hallucination du quotidien, le vide veut s'imposer en lieu et place de nos combats, nos espoirs, de nos vécus. Ce songe éveillé n'a pas d'avenir, le réveil sera brutal. Tenons tête à cette mélancolie contrefaite. Ils sont à bout de souffle mais rien ne nous empêchera de reprendre corps.

● CLÉMENTINE AUTAIN

Voile : ces femmes que l'on pourchasse

Quel est le connecteur logique entre un « crumble sans four » et une organisation djihadiste aux ramifications internationales ? Vous ne voyez pas ? Les deux menacent la République, du moins de l'avis des faux-monnayeurs de la laïcité et du féminisme.

AU PIED DU MUR.

C'est là un passe-temps cher à nos élites : pourchasser les femmes vêtues d'un foulard. Le mois dernier aura compté deux nouvelles proies, deux de plus à la liste déjà longue des citoyennes françaises livrées aux battues publiques. Imane Boon, étudiante de 21 ans en charge d'un compte Instagram entièrement consacré à la cuisine, et Maryam Pougetoux, porte-parole de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF).

Alors qu'il était question pour la première d'expliquer, sur quelque chaîne d'information en continu, comment « cuire une pizza à la poêle » lorsque l'argent vous fait défaut, une journaliste,

dont le nom ne nous importe pas plus que le groupe militaro-industriel qui la rétribue, a réagi sur les réseaux sociaux : « 11 septembre. » Laconique, à tout le moins. Alors on s'interroge : quel est le connecteur logique entre des « recettes un peu sucrées » et l'assassinat de près de 3000 personnes dans le cadre d'une vaste opération terroriste ? Quel lien établir entre un « crumble sans four » et une organisation djihadiste aux ramifications internationales ? À première vue, la chose étonne. On tourne en rond, se gratte la tête, cligne des yeux. Et puis, l'éclair : la jeune femme porte un foulard (musulman, s'entend). « Libérale, résolument, et républicaine, absolument » : la journaliste s'avance ainsi – et cela surprend moins.

Quant à la syndicaliste, elle aussi vêtue d'un voile, c'est sa présence au sein d'une commission parlementaire, dédiée aux effets de l'actuelle crise sanitaire sur la jeunesse, qui a poussé certains représentants de la Nation à se lever d'un coup d'un seul : l'une, députée de la majorité gouvernementale, en a appelé « au cœur battant de la démocratie » ; l'un, député Les Républicains, a invoqué, moins épique, le « principe de laïcité ». L'élue La République en marche ne tardera pas à se présenter comme une « féministe très engagée depuis toujours » – et la pointe avancée de la gauche sociale (chacun aura reconnu Ségolène Royal) ralliera, « estomaquée », les cris flûtés de ses collègues.

Ainsi donc, la République est en danger. Non du fait des 10% les plus riches des Français, lesquels concentrent la moitié des richesses du pays ; non du fait de la répression qui s'est abattue sur le peuple descendu dans la rue muni d'une chasuble jaune (mains arrachées, yeux crevés, visages mutilés, testicule amputée) ; non du fait que la probabilité d'être contrôlé par la police, lorsque l'on est un jeune homme noir ou arabe, soit vingt fois plus élevée ; non : la menace, ce sont deux étudiantes, l'une amatrice de sauce curry et l'autre de littérature. Mais nos républicains, méritants disciples du Club des Cordeliers, mènent la lutte la bouche farcie de jolis mots : des « valeurs », aiment-ils à répéter – démocratie, laïcité, féminisme... Qui n'y souscrirait pas ?

Prenons acte de la ruse des faux-monnayeurs : alors que la laïcité, précieux fruit de la Révolution, garantit la liberté de conscience, rend possible la manifestation publique de ses convictions et n'astreint que les seuls agents en mission du service public au devoir de neutralité, celle-ci s'est vue, trop souvent, transformée en une arme contre les musulmans. Et, à grand renfort de déclarations sur l'égalité des sexes, contre les musulmanes. Seul l'opportunisme politique permet pourtant de faire du féminisme l'enjeu central de la laïcité : on ne sache pas que la mobilisation en faveur de la séparation des Églises et de l'État ait été historiquement mue par la lutte contre l'oppression masculine. C'est bien plutôt d'un « soudain changement » [1] dont il a été question, organisé dès les années 1980, autrement dit lors de la constitution du foulard à l'école comme querelle nationale.

Nos élites n'ont donc pas lézardé : en 1994, un philosophe – bientôt embarqué aux côtés de Bush à Bagdad – lançait que tout voile est « taché de sang » ; en 2011, une féministe, tout à la fois philosophe et millionnaire, faisait savoir que « plus personne ne défend la laïcité » exceptée la cheffe du Front national ; en 2016, une ancienne conseillère régionale du Parti socialiste, essayiste à ses heures et militante féministe « très républicain[e] », assimilait sans ciller le voile à « un brassard nazi ».

Fermez le ban.

Au nom des femmes, l'extension de leur exclusion n'a cessé de s'accroître. Du moins de celles qui, voilées, outrageraient l'ordre national par l'aveu d'une islamité malvenue. Tantôt victimes sommées de s'extirper de la barbarie patriarcale de leur culture, tantôt agentes de ladite barbarie lorsqu'elles confient avoir fait le choix de leur habit : l'émancipation que nos néolaïques leur promettent prend place en un curieux carrefour. Sauvetage et sanction, miséricorde et matraque. Niée, la pluralité des subjectivités féminines. Tue, la parole des intéressées. Écrasée, la polysémie du port du foulard (signe à combattre sitôt qu'on l'impose et libre manifestation de sa foi). Et, au final, sorties du groupe des femmes, les femmes musulmanes.

C'est qu'au fondement de cette exclusion se trouve, en Occident, une définition restrictive de la condition féminine – que seules des femmes blanches, perçues comme « normales », « générales », « universelles », « autonomes », incarneraient. De là, les femmes non perçues et non définies comme telles se voient renvoyées à une « particularité », une « exception », une « irrégularité » – qu'il s'agirait de mettre au pas ou de mettre à part. À n'en pas douter, la cause des femmes, la laïcité, la démocratie (et, s'il n'est pas déjà trop tard, la République), méritent mieux. ● JOSEPH ANDRAS

ET KAOUTAR HARCHI

La « misandrie » : une hostilité édentée

La frénésie qui entoure la publication des livres d'Alice Coffin et de Pauline Harmange, accusées de nourrir une condamnable « misandrie », témoigne d'une grande fébrilité quant à l'énonciation des luttes antisexistes dans le champ médiatique. Une panique massive dont la disproportion interroge.

Alors qu'Alice Coffin a été exposée à d'ignobles menaces de mort, que le livre de Pauline Harmange a finalement échappé à la censure malgré l'intervention hostile d'un fonctionnaire du ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, c'est en direction des hommes que toute la compassion s'est orientée.

Pourtant, rien n'est véritablement choquant dans leurs propos, dont une forme sciemment déformée a été livrée à la vindicte publique. « L'art est une extension de l'imaginaire masculin », écrit Alice Coffin. Du fait de la surreprésentation masculine actuelle et passée dans la production artistique, dans l'accès aux espaces et aux financements, nos imaginaires sont charpentés par cette perspective dominante. Décider, après une vie exposée à une vision androcentrée du monde,

de consacrer son espace mental à la création féminine, non sans préciser qu'il s'agit d'une opération temporaire, n'est qu'une opération de rééquilibrage. C'est aussi une décision personnelle qui n'engage que celle qui la prend et n'invite aucunement à l'éradication des artistes masculins.

Pauline Harmange, quant à elle, propose de réfléchir à la manière dont le sexisme quotidien et protéiforme enferme les femmes dans une forme de méfiance susceptible de se muer en haine. Une haine qui viserait non pas à commettre des violences en direction des hommes, mais à s'émanciper des dynamiques sexistes. Est-il si impensable que de la colère puisse être exprimée par des femmes prises au piège d'un système qui en tue tous les deux jours et demi ?

Notre société a adapté ses fondations au confort masculin et tout discours qui l'érafle est perçu comme dangereux. Ce qui bouscule, c'est l'affirmation de femmes s'exprimant avec aplomb sans rechercher l'approbation des hommes. Notre éducation encourage les femmes à ajuster leurs comportements au souci de plaire et de paraître agréable au regard des critères édictés par les injonctions patriarcales. Aussi, le fait de concevoir un discours sans prendre la peine de rassurer les hommes quant au fait qu'ils soient aimés ou indispensables est considéré comme une véritable subversion.

Qu'une femme puisse publiquement envisager une vie où elle choisit de réduire les influences masculines, qu'elle refuse de conditionner la formulation de son engagement au confort des hommes, est vécu comme une inacceptable

menace à leur position hégémonique. En réalité, cette panique semée par un discours féministe renouvelé n'est que la traduction de la crainte de perdre une position centrale trop peu questionnée. Étiqueter ce discours du label de la « misandrie » comme s'il était possible de dresser un parallèle avec les forces misogynes est intellectuellement inepte. La misogynie est le fruit d'un système structuré contre les femmes, et ses mots font écho à des violences aussi concrètes que documentées. Par conséquent, les discours sexistes s'inscrivent dans un continuum dont l'aboutissement est le féminicide.

Or, il n'y a pas d'oppression sans pouvoir. Les hommes ne sont pas opprimés du fait de leur genre. La condition masculine n'a jamais été un désavantage qui puisse conduire à un traitement structurellement défavorable. Ni Alice

Coffin, ni Pauline Harmange, ni aucune femme ne disposent du pouvoir de produire un rapport de force menaçant au point d'infléchir un système millénaire.

Albert Memmi parlait de « racisme édenté » pour désigner la possible hostilité que pourraient éprouver des minorités contre des membres du groupe dominant. C'est une haine dépourvue de toute force, car elle est portée par des personnes qui n'ont pas le pouvoir social d'administrer un traitement discriminatoire aux personnes qu'elle vise. Du fait de dynamiques similaires, la prétendue misandrie des féministes n'est en rien comparable au patriarcat qui conditionne l'intégralité des relations sociales actuelles et qui s'insinue dans tous les rapports humains, à tous les niveaux de la société.

Dans un tel contexte, on ne peut que comprendre que des femmes décident de préserver leurs espaces personnels et mentaux des discours et actes qui sont la caisse de résonance de la condition subalterne qu'elles dénoncent.

Ce qui se produit aujourd'hui n'est que la répétition du passé. De tous temps, les revendications féministes ont scandalisé la société majoritaire avant de finalement revêtir une apparence acceptable. Dès lors que l'on conteste l'ordre établi, il est impossible de créer le consensus. Tout discours antisexiste questionne les fondements mêmes de notre organisation sociale et ne peut par conséquent que déranger celles et

ceux qui y trouvent une place confortable.

La désapprobation massive des idées d'autrices féministes, quasi-unanime dans les cercles de pouvoir, démontre la solidité de l'ancrage de la domination masculine. Toutefois, malgré les gesticulations désespérées visant à faire taire les voix féminines discordantes, ces livres figurent aujourd'hui parmi les meilleures ventes d'essais, preuve, s'il en fallait, d'un profond désir de placer enfin la production féminine au centre.

● ROKHAYA DIALLO



QUAND L'ANTITERRORISME DÉRAILLE

La guerre civile menace

Il n'aura pas fallu une semaine après l'attentat de Conflans pour que le discours martial soit dans la plupart des bouches politiques. Avec toutes les illusions et les dangers que cela comporte.

La tension monte très dangereusement. On nous dit que les États-Unis sont à deux doigts de la guerre civile. La France en est-elle si éloignée ? Face à la gravité de l'attentat contre la République commis vendredi, les discours se font martiaux, clivant, excluant. Ils rappellent les temps de guerre froide...

L'« angélisme » n'est plus de mise et il faudrait donc se rendre à l'évidence : il y aurait de fortes chances pour que la foi musulmane porte à l'islamisme, et de l'islamisme à la pratique concrète de la terreur djihadiste, il n'y aurait qu'un pas. Et cela suffirait à définir une réplique ?

Depuis le 11 septembre 2001, la réponse serait la guerre contre cet ennemi. Mais « l'état de guerre », « l'état d'urgence » et même « l'état d'exception » nous ont-ils permis avancé d'un pas vers la « victoire » ? On fait rêver l'Occident d'une guerre « propre », celle que l'on mène au loin, celle que l'on mènera

ici. Et les terroristes sont d'accord pour se lancer dans cette guerre inégale : la barbarie la plus inhumaine leur est une arme. Paris, Vincennes, Nice, Saint-Etienne du Rouvray, Villejuif, Conflans-Saint-Honorine... Partout on pleure les vies fauchées, on frémit devant l'horreur et on constate affligé la montée des peurs et l'anémie des libertés.

Face au terrorisme sanglant, la force peut devenir obligé. Il ne faut pas transiger avec la barbarie, mais il faut se convaincre qu'il n'y a pas de solution par la force seule et par la force pure. Il est significatif qu'aucune guerre menée contre des « terroristes » n'ait atteint ses objectifs. Face à la violence expansive, l'issue ne peut être que globale, donc politique.

Ce chemin est incontournable, mais il n'est pas facile. Aujourd'hui, les individus n'ont plus confiance dans l'État. Beaucoup ont cessé de croire à la

possibilité de l'égalité, du partage et de la mise en commun. La mondialisation et la realpolitik font de plus en plus peur. L'Europe semble une impasse. Ici même, la victoire de l'extrême droite paraît possible. Et pourtant, à en croire les voix qui portent, le spectre que l'on doit conjurer n'est pas ce désespoir, ni le fascisme, mais « l'islamo-gauchisme » ! Oser manifester contre les discriminations à l'égard de nos concitoyens de culture musulmane serait donc le danger mortel pour notre pays. Leur faire place dans nos organisations, nos écrits et nos représentations serait déjà une capitulation. Si ces combats de la gauche sont délégitimés, que restera-t-il de notre démocratie et de la nécessaire politique ?

Au nom du caractère prétendument obsolète du conflit de la droite et de la gauche, va-t-on s'habituer à ce qu'il ne reste plus qu'un conflit entre la droite et l'extrême droite ? Et parce qu'une partie de la gauche a si profondément déçu, va-t-on renoncer à porter ses idéaux ? Va-t-on réduire nos débats au face-à-face d'un universalisme d'exclusion et d'un communautarisme du repli ? Il n'est pas raisonnable de diviser le monde entre « républicains » et « fanatiques ». L'exacerbation des désaccords n'est pas une voie. Il n'est pas possible de sommer chacun de choisir son camp. La France connaît des clivages croissants, les ressentiments s'accumulent, la défiance se généra-

lise. La fin de l'espérance domine tout. Faute de savoir rassembler, on ne peut compter sur une République qui exclut.

Le monde populaire, depuis 1848, trouve son dynamisme dans la recherche de la « République vraie ». C'est dire que la République n'est pas un bloc, que toute République ne se vaut pas et qu'il faut bien des débats, bien des confrontations entre « républicains », avant de trouver l'équilibre qui rassemble les individus au lieu de les séparer. La logique du combat contre le « séparatisme » n'est pas le gage d'une défaite des forces les plus obscures de nos sociétés. Elle discrimine un peu plus ceux qui le sont déjà, en premier lieu la masse des musulmans. Elle flatte et berce d'illusion d'autres dominés, ceux qui n'ont pourtant à leur disposition ni les avoirs ni les savoirs ni les pouvoirs. Le dire n'est pas céder devant la violence aveugle. S'y refuser, c'est garder le chemin possible pour la politique, c'est-à-dire la construction d'une société de projet pour chacun.

● LA RÉDACTION

Face au terrorisme, la bascule du droit et des esprits

**« Complices des terroristes », « islamo-gauchistes »,
« collabos »... Après l'attentat de Conflans-Sainte-
Honorine, nous avons passé un cap. Un point de
non-retour ?**

Sous nos yeux les digues cèdent les unes derrière les autres y compris dans la bouche de ceux dont on pouvait espérer un minimum de retenue. Pascal Bruckner, un homme dont on peut penser qu'il choisit ses mots, n'a pas hésité sur Arte à diffamer Rokhaya Diallo en l'accusant d'avoir « armé le bras des tueurs » de Charlie Hebdo, répétant ensuite que les paroles de la journaliste et militante antiraciste avaient « entraîné des meurtres ». Le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin, n'a pas hésité à déclarer en direct à la télévision qu'il était « choqué de rentrer dans un hypermarché et de voir qu'il y avait un rayon de telle cuisine communautaire et de telle autre à côté » allant jusqu'à affirmer que « c'est comme ça que commence le communautarisme ». Gilles William Golnadel fait l'objet – c'est inédit – de poursuites de la part de la Cour Nationale du Droit d'Asile pour avoir dit « la Cour nationale du droit d'asile qui accepte le Tchét-

chène décapiteur ». Éric Zemmour, multirécidiviste, continue, soutenu par son employeur CNEWS, à tenir des propos abjects.

La haine pour la première fois dans ce pays depuis longtemps, est devenue une source de profit. Chacun y va maintenant se sentant pousser des ailes de sa formule assassine, clouant au pilori son coupable tout désigné.

Alors que la peur semble trouver chaque jour de nouvelles sources pour la nourrir, malheureusement et tragiquement c'est l'inverse que nous connaissons en accéléré ces dernières semaines. En effet, ceux qui ne cessent de rappeler que la liberté d'expression est sacrée, instrumentalisent sa sacralité pour de façon irresponsable, au nom de cette liberté, se découvrir totalement décomplexés pour tenir des propos insultants, méprisants et parfois tout simplement appeler

à la haine et à l'intolérance.

Jamais les plus grands responsables publics et le plus éminent d'entre eux, n'ont autant affirmé au nom de la protection des libertés fondamentales pour en réalité vouloir les restreindre. Jamais autant ces mêmes responsables, portés par l'obsession de survie politique ou celle de continuer à exister publiquement et médiatiquement, n'ont tenus, dans un temps aussi bref des propos dénués de toute retenue. Sous nos yeux un minimum vital de scrupules est en train de s'évanouir. Lorsque l'on braconne sur la peur, on l'alimente ; mécanique infernale qui fait disparaître toutes les frontières entre l'indécence et la décence. Est ainsi encouragée une désinhibition de paroles et d'actes, de haines, qu'il y a encore quelques années aurait été impensables. Depuis l'ignoble assassinat de Samuel Paty, la surenchère, les expressions haineuses, encourageant à toutes les stigmatisations semblent maintenant gangréner l'ensemble de l'espace public. La liste est longue et ne cesse de noircir l'image de notre pays et de meurtrir notre démocratie qui souffre.

À QUAND L'INTERDICTION DES MAGASINS HALLAL ET CACHER ?

On pensait que l'expression sinistre « d'islamo-gauchiste » serait réservée aux polémistes. La voilà adoubée maintenant par le ministre de l'Éducation nationale qui déclare que : « Notre société a été

beaucoup trop perméable à des courants de pensée [...] Ce qu'on appelle l'islamo-gauchisme fait des ravages, a-t-il affirmé. Il fait des ravages à l'université, il fait des ravages quand l'Unef cède à ce type de chose, il fait des ravages quand dans les rangs de La France insoumise, vous avez des gens qui sont de ce courant-là et s'affichent comme tels. Ces gens-là favorisent une idéologie qui ensuite, de loin en loin, mène au pire ».

Cette expression devient maintenant l'alpha et l'oméga pour disqualifier des députés ou tout simplement des acteurs de la société civile aux seuls motifs qu'ils crient halte au feu quand ils évoquent la crainte que connaît la communauté musulmane à laquelle se substitue un sentiment de stigmatisation, depuis des années ainsi qu'un sentiment d'abandon de la République. L'expression pourrait demain justifier de nouvelles formes de responsabilité pénale, le Gouvernement réfléchissant déjà à la création d'un délit de « séparatisme ».

Les ONG qui soutiennent les migrants, les sans-papiers, les sans-domiciles, perçoivent bien que toutes ces invectives s'universalisent. Des journalistes résistent alors que d'autres, comme tétanisés, par leurs silences objectivent sinon ratifient.

Nous nous rapprochons d'un point de bascule et nous pouvons le craindre,

d'un point de non-retour dont aucun responsable public, ne semble trouver les mots pour mettre un terme à une telle dérive dont plus rien, ni personne, ne semble ou ne peut vouloir contenir.

Les mesures annoncées par leur gravité et leur précipitation nous disent que le pouvoir a fait le choix de cibler des grandes associations reconnues au sein de la société civile mais également à travers la communauté musulmane. Ces mesures et ses déclarations ne peuvent qu'aggraver la relation d'anxiété qui s'est nouée entre de plus en plus de français et l'Islam. Elles insécurisent la communauté musulmane, déchirent le drapeau des lumières et font ricaner les despotes qui n'en demandaient pas tant pour continuer à réprimer leurs minorités.

Notre démocratie, qui était déjà en péril, menace de l'être de plus en plus. Facteur aggravant quand le gouvernement se livre à ce qui s'apparente à une véritable politique du chiffre et à des effets d'annonces.

Nous sommes à un carrefour dangereux, bien loin des nobles déclarations de Monsieur Emmanuel Macron alors simple candidat. Quels mots forts n'a-t-il pas eu pour dire sa volonté de rétablir la cohésion sociale, le dialogue et la confiance dans notre pays.

Des tabous ont déjà sauté, par exemple celui du droit des enfants : droit absolu

et pourtant totalement méprisé. On le sait les enfants français en très bas âge dans des camps délabrés et menacés de toutes parts sont en risque de mort. A l'exception de quelques poignées d'associations courageuses, cette réalité ne suscite que de l'indifférence.

Des principes fondamentaux du droit qui semblaient écrits dans le marbre pour l'éternité aujourd'hui souffrent en silence. Émerge ce que Mireille Delmas-Marty qualifie de « droit pénal de la sécurité ».

Bien sûr beaucoup de nos citoyens refusent en défendant les valeurs de fraternité de solidarité d'être désignés comme de sinistres naïfs voire, comme nous le sommes parfois aussi, des complices du terrorisme.

Nous voulons tous nous persuader que l'impensable est impossible mais si cette horrible métastase continue à nous gangréner dans quel état sera notre pays dans quelques mois, en 2022 ? En tous les cas on connaît déjà ceux qui vont tirer les marrons du feu.

● **ENTRETIEN PAR LOÏC LE CLERC**

Islamisme : socialisme ou barbarie

On ne saurait défaire l'islamisme avec les armes du marché ou de la « démocratie », écrivent Joseph Andras et Kaoutar Harchi, arguant que l'alternative a longtemps pris pour nom celui de « socialisme ».

AU PIED DU MUR. De nouveau, l'infâme a frappé. Un jeune fasciste, que l'on sait partisan de l'État islamique, des franges les plus radicales de la rébellion syrienne et de l'actuel président turc, a décapité un enseignant pour avoir diffusé, en salle de classe, un dessin moquant le prophète Muhammad. Moins de deux semaines plus tard, un homme de 21 ans massacrait trois chrétiens à Nice – un coran sera retrouvé dans son sac.

Les interventions qui se sont déployées dans l'espace politique médiatique français au moment de rendre compte de ces crimes sont, peu ou prou, unanimes. « La République est en danger ! », a dit Gérard Larcher ; « La République se sait en danger », a dit Caroline Fourest ; face à la menace, opposons « la puissance de la démocratie », a dit Manuel Valls, et « défendons les

valeurs de la République », a dit Christian Estrosi ; « On est avec la République ou on est contre la République », a dit Valérie Pécresse ; il est « temps de renouer avec une République de combat », a dit Amine El-Khatmi, président du Printemps républicain.

Chœurs résolus, donc, mais nul ne s'en laisse conter : par « démocratie » et « République », il ne s'agit pas d'entendre ce qu'il faudrait entendre, « pouvoir au peuple » et « bonheur de tous » (Babeuf). Seulement : oligarchie parlementaire et démocratie libérale. La lutte – et, partant, l'appel à la mobilisation populaire – se voit donc posée en ces termes : le régime d'accumulation du capital ou l'islamisme politique. En référence aux attentats du 11 septembre 2001, le philosophe slovène Slavoj Žižek parla, à propos du duopole politico-médiatique alors à l'œuvre, d'un «

choix forcé [1] » : libéralisme ou intégrisme. Empruntons-lui cette expression et poursuivons.

« [C]eux qui ne sont pas prêts à critiquer la démocratie libérale devraient aussi se taire sur le fondamentalisme religieux. [2] » Cela, le même Žižek l'ajoutait au lendemain de l'attaque terroriste qui frappa, quatorze ans plus tard, la rédaction de Charlie Hebdo au nom d'Al-Qaïda Yémen. C'est que, pour préférable que soit la première, ces deux propositions ne constituent pas une opposition irréductible pour la raison qu'aucune n'entend toucher au cœur des choses : partage des richesses, organisation du travail, contrôle de la production, institutions de la finance internationale. Un choix circonscrit, borné, délimité au sein d'un même monde donné, en somme.

On ne saurait défaire l'islamisme avec les armes du marché (celui qui, par exemple, vend du matériel militaire au berceau du wahhabisme) ou de la « démocratie » (celle qui, par exemple, envoie ses drones sur des ouvriers agricoles de la province afghane de Nangarhar). Pas plus qu'on ne saurait être l'actionnaire principale du groupe Publicis, maître d'hôtel de l'Arabie saoudite, et faire la tournée des plateaux pour opposer la laïcité républicaine à l'islamisme politique. Mais ce choix sans issue sature l'espace que nous consentons à lui laisser : l'alterna-

tive a longtemps pris pour nom celui de « socialisme ».

Samir Amin a disparu en 2018 : théoricien marxiste du développement inégal, cet économiste franco-égyptien a été l'une des grandes figures de l'altermondialisme et de l'anti-impérialisme. Sa lecture pourrait, avec d'autres, nous aider à rompre la sidération qu'exerce, dans l'ombre de celle que produit chaque nouvel attentat, ce cercle vicieux du faux choix (laissons ici de côté la « réponse » identitaire ou nationaliste apportée à l'islamisme, puisqu'elle n'en est pas une : crier sur son écho relève de dispositions personnelles que la politique n'est pas apte à traiter...).

Comment définir l'islam politique contemporain, demandait Amin en 2009 ? Comme « un mouvement politique qui mobilise l'appartenance religieuse dans sa forme la plus vide, la plus rituelle, conformiste et réactionnaire [3] ». À quoi aspire-t-il ? À la mise en place d'un pouvoir en charge d'appliquer la loi divine et à une vie économique soumise aux règles religieuses des rapports marchands. De quoi laisser « intact le pouvoir réel des classes possédantes » : il est « interdit de s'attaquer à la propriété, qui est sacrée, aux fortunes, quelque importantes et inégalement réparties soient-elles [4] ». Ainsi, précisait-il quelques années plus tard, le président égyptien Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, a «

accepté sans la moindre hésitation le libéralisme économique, la liberté non entravée des marchés, y compris celui du travail, avec tous leurs effets sociaux catastrophiques [5] ». Refus de fixer un salaire minimum, opposition aux grèves ouvrières, rejet des revendications de la petite paysannerie : les options défendues par l'organisation sunnite « sont celles du capital international dominant des puissances occidentales [6] ». Sous la bannière de l'économie islamique, on trouve seulement « les préceptes les plus banals du libéralisme américain [7] ».

La diversité des mouvements islamistes internationaux – des « modérés » aux « terroristes » – n'est que mirage, assurant encore l'ancien conseiller du président malien Modibo Keita : leurs désaccords sont affaire de tactiques (infiltrer ou non l'appareil étatique, user ou non de la violence). L'émergence de ces formations est, d'une part, « l'expression d'une révolte parfaitement légitime contre un système qui n'a rien à offrir aux peuples [8] », et, de l'autre, « le revers des faiblesses [9] » de la gauche anticapitaliste. Si les islamistes peuvent se montrer populaires, ils ne s'engagent pas sur le terrain des luttes sociales : ils pratiquent la charité. L'islamisme ne sera dès lors jamais rien d'autre qu'« une illusion qui cache une capitulation devant les vrais défis [10] » : « Loin d'être antinomiques, les discours du capitalisme néolibéral glo-

balisé et celui de l'islam politique sont complémentaires [11] ».

La crise démocratique mondiale (la démocratie réduite à une farce ; la caducité du vote ; le règne des agences de notation) a engraisé deux monstres, estimait Samir Amin : en France, le Front national ; dans le monde musulman, les salafistes. Une issue demeurerait toutefois à ses yeux : passer à l'offensive. C'est-à-dire, partout, œuvrer sur le terrain à l'organisation des luttes populaires et des forces socialistes tout en livrant culturellement bataille ; défendre la souveraineté des populations et la démocratisation des sociétés (par, notamment, la séparation du politique et du religieux) ; affronter l'impérialisme occidental et ne pas laisser aux islamistes la dénonciation de l'islamophobie. « C'est à travers les luttes sociales concrètes que le choix – soumission au capitalisme impérialiste barbare ou lutte pour le socialisme [12] du XXI^e siècle – apparaîtra dans les consciences des acteurs comme définissant les termes de l'alternative réelle, faisant apparaître l'option « islamiste » qui évacue ce choix pour ce qu'elle est – une adaptation à la soumission au capitalisme. C'est le seul moyen pour avancer et créer les conditions qui permettront de battre l'Islam politique [13] ».

● JOSEPH ANDRAS ET KAOUTAR HARCHI

[1] Bienvenue dans le désert du réel, Flammarion, 2009.

[2] Quelques réflexions blasphématoires, Actes sud, 2015.

[3] [Nous traduisons] « Comments on Tariq Amin-Khan's text », Monthly Review, 21 mars 2009.

[4] « L'islam politique contemporain, une théocratie sans projet social », La Pensée, n° 351, 2007.

[5] « L'islam politique est-il soluble dans la démocratie ? », texte diffusé par le M'PEP le 14 février 2013.

[6] Entretien paru dans Les Lettres françaises, n° 88, décembre 2011.

[7] « L'islam politique », À l'encontre, 15 janvier 2007.

[8] Le Monde arabe dans la longue durée, Le Temps des cerises, 2011.

[9] [Nous traduisons] « Political Islam in the Service of Imperialism », Monthly Review, 1er décembre 2007.

[10] [Nous traduisons] « Comments on Tariq Amin-Khan's text », op. cit.

[11] « L'islam politique », op. cit.

[12] Au XXe siècle, le « monde arabe » a produit sa propre conception du socialisme : panarabe, anticolonialiste et nationaliste. La pensée socialiste arabe, telle qu'incarner par Nasser ou le baasisme, s'est opposée au communisme et à sa composante matérialiste, voire athée. Par « socialisme », nous entendons ici, avec Amin, son acception la plus ample, originale et historique : le mouvement qui lutte pour l'abolition du capitalisme et l'instauration d'une société juste. Communisme compris, donc.

[13] « L'islam politique contemporain, une théocratie sans projet social », op. cit.



COVID : LA DEUXIÈME VAGUE PIRE QUE LA PREMIÈRE

Face à la seconde vague, changer de politique

Face à la diffusion massive du virus et à l'arrivée de nombreux malades dans des structures hospitalières – considérablement affaiblies par des années d'austérité –, le pouvoir semble maintenant attendre la catastrophe. Difficile en effet de rompre avec une politique qui est sa raison d'être.

Ceux qui reprochaient à l'Institut Pasteur d'avoir réalisé, pour le compte du Conseil scientifique, des prévisions alarmistes sur l'évolution de l'épidémie devaient, quelques jours plus tard, manger leurs chapeaux. La situation épidémique constatée par Santé publique France dans son point hebdomadaire du 22 octobre est en effet grave à tous égards, et il ne s'agit pas là de céder au catastrophisme. Après l'explosion du nombre de cas diagnostiqués positifs, après la hausse lente du nombre d'hospitalisations depuis douze semaines, les courbes prennent des formes exponentielles, c'est-à-dire rapides et continues.

D'une semaine sur l'autre, on compte +35% pour les passages aux urgences

pour suspicion de Covid, +48% pour les nouvelles hospitalisations et les entrées en réanimation, +40% de décès. Ainsi, alors même que l'on voulait croire jusqu'à présent à une hausse de ces indicateurs en pente douce, Santé publique France écrit : « La situation hospitalière pour la COVID-19 en semaine 42 se rapproche de celle observée au cours de la première vague, après la mi-mars 2020 [...], en termes de nombre de personnes nouvellement hospitalisées, nouvellement admises en réanimation et nombres de nouveaux décès survenus en milieu hospitalier ». L'organisme public précise certes que la dynamique de diffusion du virus semble plus lente qu'en mars dernier, mais le nombre de cas dépistés positifs augmente en même temps que

le taux de positivité des tests. Autres facteurs d'inquiétude : « Depuis début septembre, le nombre de cas chez les personnes âgées de 65 à 74 ans a été multiplié par 5 [...] et le nombre de cas chez les personnes âgées de 75 ans et plus par 6. [...] Cette augmentation du nombre de cas chez les personnes âgées est très préoccupante car ces personnes sont les plus à risque de complication de COVID-19 ». Enfin, la diffusion de l'épidémie touche tout le territoire, dans des proportions certes variées, alors que début 2020, elle avait surtout concerné la région Grand-Est, l'Île-de-France et Bourgogne-Franche-Comté. Les ressources en lits et en personnels, qui avaient pu être mobilisées, sont cette fois rarement disponibles.

Conséquence que tout le monde connaît de la dynamique épidémique : le risque de saturation des capacités hospitalières, l'obligation de déprogrammer de nombreuses opérations non liées à la Covid (au détriment de la santé des patients), voire des situations chaotiques pénalisant les malades ayant des complications graves. Le ministère de la Santé va répétant que les capacités d'hospitalisation peuvent être étendues, évoquant depuis six mois les mêmes chiffres (5800 lits de réanimation disponibles, un nombre pouvant être augmenté au forceps à 12.000). En attendant, les déprogrammations ont commencé, ainsi que les transferts entre hôpitaux, entre secteur public et secteur privé, entre territoires. Qu'attend-on pour

se donner les moyens de prendre en charge tous ceux qui en ont besoin, ayant la Covid ou non ?

IMPUISSANTE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE

La stratégie gouvernementale consiste à marteler les avertissements à l'égard des citoyens (soulignant leurs responsabilités dans la circulation du virus, pour mieux dégager les siennes), à occuper le terrain par les annonces successives de « couvre-feu » (là où il serait plus juste de parler de confinement nocturne). De fait, Emmanuel Macron, Jean Castex et Olivier Véran ont pris leur parti d'une dégradation de la situation, à tel point que le Premier ministre faisait figure, lors de sa conférence de presse du jeudi 22 octobre, d'oiseau de mauvaise augure.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a souligné fin septembre que le confinement ne peut être que la « dernière solution des pays » pour freiner l'épidémie, car ses conséquences sur la vie économique et sociale sont majeures. Et le Conseil scientifique en France a souligné à plusieurs reprises qu'il s'agirait du constat d'échec de la stratégie préventive dont il a défendu avec grande insistance, au fil de ses avis, la mise en œuvre rapide. Or, où en sommes-nous de ce point de vue ? Outre que la diffusion du virus est actuellement hors de contrôle, bien que les gestes barrières soient largement mis en œuvre, force est de constater que les outils de prévention

ne sont pas à la hauteur des problèmes.

Le dispositif de dépistage a en partie progressé, c'est-à-dire que de nombreux tests sont réalisés, et de plus en plus souvent dans des délais améliorés par rapport à la situation des derniers mois. Mais le traçage, l'isolement et l'accompagnement des personnes positives, qui en sont le complément impératif, sont globalement défaillants. Le traçage est mou, qu'il s'agisse de l'inutilité des cahiers remplis dans les restaurants ou de la timidité du recensement des cas contacts. Il supposerait un véritable travail relationnel auprès des personnes positives et de leurs proches. L'isolement est au bon vouloir de chacun, avec très peu de travail de conviction vis-à-vis des personnes, comme si l'incantation gouvernementale pouvait remplacer un travail pédagogique (ce qui supposerait une orientation moins répressive et beaucoup plus éducative). Ainsi, en dehors de l'implication des médecins de ville, l'accompagnement par le biais des plate-formes de l'Assurance maladie est essentiellement formel, comme si sa finalité était principalement la production de statistiques de suivi et non la qualité de vie des personnes.

Au total, si l'on veut affronter, puis sortir d'une situation particulièrement difficile, en prenant acte que nous ne sommes pas dans un sprint mais dans une course de fond, des ruptures avec les politiques macronistes sont indispensables. Cela va un peu plus loin que « débattre de la

couleur du Canadair » pour « éteindre l'incendie alors que la maison brûle », pour reprendre l'expression, caustique mais consternante, d'Olivier Véran au début du débat du 24 octobre à l'Assemblée nationale sur la prolongation de l'état d'urgence sanitaire.

4 URGENCES, COMME AUTANT DE RUPTURES POLITIQUES

1. Premier axe, un changement complet de politique hospitalière. La question n'est plus seulement d'ouvrir des lits au fur et à mesure des besoins, et de procéder à des recrutements en conséquence. Le refus d'engager dès juin dernier une politique de création massive de lits, de recrutements et de formation accélérée (notamment à la réanimation pour des élèves infirmiers proches du diplôme) se paie aujourd'hui d'une nouvelle situation d'asphyxie continue et d'un stress catastrophique pour les soignants. Le vrai sujet, c'est la remise à niveau des capacités d'hospitalisation et de réanimation. Et celles-ci doivent être pérennes car les spécialistes des pandémies soulignent depuis longtemps la possibilité que de nouvelles épidémies viennent mettre en danger les sociétés.

Dans ce domaine, opposer court et moyen termes est d'autant plus vain que les besoins sont immédiats. En réalité, la situation présente et les besoins sanitaires de demain impliquent aujourd'hui une rupture avec la politique d'austérité néolibérale. Ce sont toutes les orienta-

tions mises en œuvre qui méritent d'être remises en cause, de la tarification à l'acte aux réorganisations-fusions d'établissements motivées par la seule recherche d'économies (avec leurs conséquences désastreuses pour l'accès aux soins et pour les territoires), du tout ambulatoire au refus d'une véritable revalorisation des métiers de la santé.

2. Deuxième axe, la promotion de la santé publique, la prévention et la mobilisation de la société doivent l'emporter sur la menace et la peur. Il faut bien sûr mettre le paquet sur le dispositif de dépistage, de traçage, d'isolement et d'accompagnement des personnes (lire le bonus ci-dessous), qui ne devrait pas se résumer au déploiement d'une application numérique au succès improbable (au vu de l'échec de la première version) et à la mise en œuvre de plate-formes téléphoniques.

Mais ce qui fait défaut depuis début 2020, en l'absence de culture de la santé publique du pouvoir, c'est la mobilisation de tous les relais sanitaires et éducatifs possibles pour diffuser les pratiques de prévention. Le gouvernement est dans l'illusion que sa communication et les outils mis en place peuvent emporter la conviction du plus grand nombre, alors qu'on sait depuis trente ans que les actions de prévention sanitaire les plus efficaces sont celles qui impliquent les acteurs de terrain et qui responsabilisent positivement les personnes, au lieu de les culpabiliser. Dans ce domaine, le macro-

nisme est nu, car il se situe toujours en surplomb de la société, dans un rapport de domination.

Plus largement, et là aussi dès à présent et sur la durée, la prévention et l'éducation à la santé sont des domaines entiers de politiques publiques à développer dans la durée : relance de la médecine scolaire et universitaire aujourd'hui entièrement sinistrée, développement des actions de prévention sanitaire tous azimuts, promotion de la démocratie sanitaire et notamment de l'association des usagers à la définition des politiques de santé, soutien aux relais éducatifs et préventifs de terrain.

3. Troisième axe, d'autres politiques économiques et sociales. L'éclatement de la règle des 3% de déficit budgétaire, l'explosion des budgets publics, la réhabilitation de l'État pour socialiser les pertes des entreprises et prendre en charge le chômage partiel de millions de personnes ne suffisent pas. Il faut une relance et un changement de politique économique, à plusieurs étages.

On parle ici de la revalorisation des salaires, du soutien aux personnes, notamment aux plus précaires, avec l'augmentation durable des minima sociaux, de la lutte contre les licenciements, du renforcement des droits des chômeurs, ou encore de la conditionnalité des aides aux entreprises. On parle aussi de la mise à contribution des plus riches, avec la

COVID : LA DEUXIÈME VAGUE PIRE QUE LA PREMIÈRE

remise en place d'une réelle imposition sur les grandes fortunes et la taxation des profits notamment boursiers (qui n'ont pas cessé avec la crise). On parle de la rupture avec la politique qui corsète les budgets des collectivités territoriales, alors que celles-ci assurent 70% de l'investissement public civil, afin notamment de permettre une montée en puissance des politiques d'investissement pourvoyeuses de développement économique, d'emplois et de services utiles à tous. A ce propos, alors que le pouvoir risque de rogner les ambitions écologiques au nom de la crise, sortir de la crise c'est précisément changer de braquet – en ambitions et en moyens – pour obtenir des effets puissants. On parle encore de l'accompagnement du monde de la culture, du sport, des loisirs, du secteur associatif, non seulement pour éviter leur effondrement mais pour en faire le fer de lance d'un rebond de la société. On parle enfin de l'accompagnement conséquent des commerçants, artisans et des professions libérales sans attendre les faillites et pour protéger l'emploi.

4. Enfin, il faut une rupture démocratique. La gestion de l'épidémie par l'exécutif ressemble de plus en plus à un face à face entre lui et la société. Entre sa volonté de montrer qu'il est la fleur au fusil, son mépris de l'opposition et son dédain pour les forces sociales, il est bien seul. Sur-tout, une situation de crise nécessite une écoute et une mobilisation de la société sans lesquelles, au-delà de la violence

ressentie par tout à chacun, les politiques publiques perdent en pertinence et en efficacité. Et ce qui vaut pour la situation présente montre un enjeu durable de transformation profonde des relations entre les institutions et les citoyens.

GOUVERNER PAR LA PEUR ?

Dans l'urgence d'une situation très dégradée – au point donc où nous en sommes –, se pose la question redoutable du confinement. Le pouvoir fait de moins en moins mystère qu'à minima des confinements partiels pourraient être nécessaires dans quelques semaines. En visite au centre hospitalier René Dubos de Pontoise (Val d'Oise), Emmanuel Macron expliquait ce 23 octobre, d'un côté : « Dans la phase où nous sommes, nous n'avons d'autre choix, compte tenu du nombre d'infections par jour, que de réduire notre vie sociale au maximum si on veut vraiment préserver notre système de santé et nos concitoyens ». Et de l'autre : « Nous aurons en milieu de la semaine prochaine une vision plus claire de l'impact des mesures que nous avons prises et nous aurons des décisions à prendre les prochaines semaines pour ajuster les choses ». En réalité, la réduction de la vie sociale au maximum n'implique même pas pour lui à ce jour la généralisation maximale du télétravail (l'économie d'abord !).

En fait, il semble que le pouvoir attende que le confinement devienne acceptable par le plus grand nombre... au regard de

la peur induite par la dégradation de la situation sanitaire. Une telle orientation, qui revient à gouverner par la peur, est-elle de bonne politique ? Si un confinement doit être envisagé pour briser la dynamique épidémique, doit-il encore une fois être imposé par le discours du monarque illusoirement tout puissant ou débattu avec les forces politiques et sociales,

et devant les citoyens ? Nul doute que là où le gouvernement se place en position d'accompagner la crise – en attente de l'aggravation de la situation sanitaire et en gestion des effets économiques et sociaux catastrophiques –, l'heure devrait être à une action beaucoup plus ambiguë.

● GILLES ALFONSI

BONUS. Dépister ; tracer ; isoler ; accompagner... vraiment ?

La stratégie qui va du dépistage des cas à l'accompagnement des personnes positives devrait être la pierre angulaire de la lutte contre la diffusion du virus. En effet, à côté de la mobilisation de chacun par les gestes barrières, c'est elle qui doit permettre de ralentir fortement la dynamique épidémique, comme cela a été le cas dans certains pays telle la Chine, et d'éviter un afflux massif de patients ayant des complications graves dans les hôpitaux.

À ce jour, le dispositif reste en France très lacunaire. L'efficacité du dépistage n'est pas entièrement résolue : il s'écoule encore trop de temps avant qu'une personne inquiète ou symptomatique dispose de son résultat (après être passée par les cases prescription et prélèvement). Le traçage est faible : le caractère très partiel de l'identification et du suivi des foyers de transmission est souligné de manière continue depuis des mois par Santé publique France ; quant au suivi des personnes positives par l'Assurance maladie, il est en baisse en proportion des cas positifs, et sa qualité est sujette à caution. L'isolement repose entièrement sur la bonne volonté des personnes, il est très peu vérifié, faute de moyens humains. L'accompagnement médical reste bien sûr, et heureusement, appuyé sur les médecins traitants, mais l'accompagnement social et le soutien psychologique sont, d'après de nombreux professionnels du secteur social, déficitaires faute notamment de moyens humains.

Rappelons que ce sont souvent les 9,3 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté qui ont une situation sanitaire dégradée et qui sont les plus éloignées d'une prise en charge médicale adéquate, comme le constatait le Président directeur général de la France récemment. C'était avant de décider de ne pas revaloriser les minima sociaux. ● G.A.

La Covid, l'anxiété et nous

La seconde vague s'annonce d'autant plus forte que le gouvernement nous a rendus faibles. Politique de dépistage mal organisée et franchement déficiente, refus dogmatique de rendre les masques gratuits, fiasco de l'application StopCovid, culpabilisation des individus... La réponse gouvernementale à la crise sanitaire est défaillante parce qu'incohérente et illisible.

Il manque des moyens et une capacité à planifier de la part de l'État. Notre horizon est d'autant plus bouché que nous ne savons pas où nous allons collectivement. Nul ne sait ce qui adviendra demain, la semaine prochaine, dans un mois. C'est en partie normal quand on fait face à une pandémie mais ce sentiment se trouve décuplé parce qu'il n'y a pas de pilote dans l'avion.

Notre difficulté à nous projeter se joue à l'échelle individuelle et collective, ce qui est très anxiogène. À ceux qui disent que « c'est le propre d'une crise sanitaire », je réponds qu'il n'y a aucune fatalité dans la gestion d'une épidémie. Que l'anxiété et la peur, nourries par l'entrelacement

des crises sanitaire, sociale et économique, signent les errances du pouvoir en place. Le lien social ou la culture sont appréhendés comme totalement secondaires alors qu'ils sont essentiels à la vie, indispensables pour faire face aux angoisses de la période.

De ce point de vue, des données sur la circonscription que je représente m'ont interpellée : à Villepinte, la mairie de droite a annulé tous les événements culturels et associatifs mais se trouve avoir un taux d'incidence significativement plus élevé qu'à Sevrans ou à Tremblay – où la vie sociale s'est maintenue dans le respect des gestes barrières. Ce différentiel s'explique peut-être par

des éléments que j'ignore mais je trouve significatif que le maintien du lien ne se répercute pas par une plus forte contamination que dans des villes qui se sont fermées, endormies. Il faut être prudent, respecter les gestes barrières, ne pas prendre à la légère ce qui se trame. Il faut tout autant se garder du repli, de l'égoïsme, de la fermeture de tout ce qui fait la vitalité sociale et démocratique.

Maintenir le lien entre les gens, développer la culture de l'entraide, ne pas céder à l'isolement permanent et à cette anxiété d'un tunnel dont on ne verrait pas le bout. La distanciation doit être physique, jamais sociale, et les gestes barrières ne sont pas barricades. ● **CLÉMENTINE AUTAIN**

Covid-19 : mais où est donc passé le « plan massif » pour l'hôpital promis par Macron ?

Spoiler : depuis la première vague, et malgré le Ségur, l'hôpital public n'a pas plus de moyens, pas plus de lits, pas plus de personnel... au contraire !

25 mars 2020. La France est confinée. Elle ne le sait pas encore, mais d'ici quelques semaines, le Covid-19 fera plus de 30.000 victimes dans le pays. Emmanuel Macron se rend alors à Mulhouse, en visite à l'hôpital de campagne déployé en soutien pour faire face à l'afflux de malades. L'hôpital public, lui, est sous l'eau. Le président de la République se veut intransigeant : quelques jours seulement après son fameux discours du « quoi qu'il en coûte », il annonce un « plan massif » pour l'hôpital :

« L'engagement que je prends ce soir pour eux et pour la nation toute entière c'est qu'à l'issue de cette crise un plan massif d'investissement et de revalorisation de l'ensemble des carrières sera construit pour notre hôpital. C'est ce que nous leur devons, c'est ce que nous devons à la Nation. Cette réponse sera profonde et dans la durée. »

À l'époque, peut-être étions-nous trop occupés à applaudir les soignants à 20h. Trop focalisés sur les manques criants de moyens – masques, tests,

etc. – nous nous sommes retrouvés soudainement noyés sous les annonces qui suivirent cette crise : depuis, nous dit-on, on teste à grande échelle. Depuis, tout le monde porte un masque, presque partout, tout le temps. Depuis, on ferme des bars, des restaurants, des salles de sports ou des piscines. Il faut serrer la vis pour éviter la deuxième vague – enfin, pour faire en sorte que les services hospitaliers encaissent le choc.

Et nous avons détourné notre attention de l'hôpital public. Qu'en est-il six mois plus tard ? A-t-on retenu les leçons du printemps et fait en sorte que l'hôpital public soit mieux préparé à une situation si extrême ? La réponse est, sans équivoque possible, non. C'est même tout le contraire.

UNE VAGUE ET TOUT PART À VAU-L'EAU

Comparé à la première vague, la situation n'est pas la même, en plusieurs points. Pour ce qui concerne les soignants, d'un côté, ils connaissent mieux le Covid-19, donc leurs soins sont plus efficaces. D'un autre côté, ils sont épuisés, malmenés, méprisés et nombre d'entre eux ont préféré partir que de revivre une telle situation. « La situation est alarmante. Les hôpitaux font face à une pénurie grave de personnels, au point qu'on voit des lits se fermer dans des services où ça n'était jamais arrivé avant, et ceci simplement par manque de personnels. Ce n'est pas une volonté

des directions pour le coup, elles sont complètement démunies. C'est clairement pire qu'au moment de la première vague », constate Agnès Hartemann, cheffe du service diabétologie à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

Pour ce qui a trait à la situation sanitaire, si la crise n'est pas (encore ?) au niveau du mois d'avril, les hospitalisations s'intensifient – le 5 octobre nous comptons plus de 1400 patients Covid en réanimation ou en soins intensifs –, avec une nouveauté : un grand nombre de régions du territoire sont touchées par le Covid et non pas seulement l'Île-de-France et le Grand-Est. Conséquence : il y aura moins, voire pas de renfort possible d'une région à une autre. De plus, comme les gens ne sont pas confinés cette fois-ci, il faut également que l'hôpital soigne tout le monde – sans parler du retard à rattraper en terme de chimiothérapie, de greffe ou encore de chirurgie, causé par le confinement.

Nous avons donc aujourd'hui un hôpital avec moins de moyens et moins de personnels qui doit à la fois gérer les « affaires courantes » et une nouvelle vague de Covid. Tout va bien.

LA VÉRITÉ SORT DE LA BOUCHE DES FUSIBLES

Christophe Lannelongue. Ce nom ne vous dit rien ? Et pourtant, on en a parlé de ce monsieur au printemps dernier ! Il était directeur de l'ARS Grand-Est et il

avait notamment déclaré, en pleine crise : « Il n'y a pas de raison de remettre en cause le Copermo pour le CHRU de Nancy [...] La trajectoire reste la même. » Le « Copermo », c'est un plan de restructuration qui consistait à supprimer 174 lits et de 598 emplois sur cinq ans. Pour avoir dit cela, Christophe Lannelongue a sauté. Il fut le fusible de la crise. Olivier Véran commentait alors : « L'heure viendra de tirer les enseignements de cette crise sans précédent et de refonder notre Hôpital. Tous les plans de réorganisation sont évidemment suspendus à la grande consultation qui suivra. » Ceci n'est pas un démenti.

Caroline Fiat, députée LFI et aide-soignante au CHU de Nancy, est bien placée pour nous parler de ce Copermo : « Christophe Lannelongue n'a fait que dire la vérité, seulement, il l'a dite un peu trop fort et au mauvais moment. Copermo, pas Copermo, c'est devenu une blague dans le Grand-Est. Ils n'ont pas arrêté de dire que le Copermo est annulé, donc nous on s'en réjouit ! [rires ironiques] Non, en fait ça nous pend au nez, ils attendent juste le bon moment pour l'annoncer. » Une continuité politique qu'André Grimaldi, professeur de médecine à la Pitié-Salpêtrière, redoute aussi : « Il n'y a pas de moratoire sur les projets hospitaliers qui fermaient des lits. Ce qu'on a reproché au directeur de l'ARS du Grand-Est, c'est d'avoir vendu la mèche trop tôt. Mais ça continue partout. Or, des lits, c'est du personnel. On

ne forme pas une infirmière de réanimation en 15 jours, ou alors on fait de la médecine de guerre comme on a fait pour le Covid. Ça va une fois, mais ça n'est pas une solution. Il faut remettre en cause une politique qui est suivie depuis plus de dix ans. »

Cette situation déplorable, les soignants la dénoncent depuis plusieurs années. Rappelons qu'avant la crise du Covid, les urgences du pays étaient en grève depuis une bonne année, dans une indifférence généralisée. Il faut être un ignare malhonnête – comme celui-ci et celui-là – pour feindre de découvrir aujourd'hui que la rigueur budgétaire appliquée à l'hôpital est un grave problème de santé publique. Mais on n'est jamais au bout de nos surprises. Le 27 septembre, Olivier Véran ose ce commentaire : « Nous payons des années de sous-effectifs, de réduction des budgets. Je sais que les soignants sont fatigués ». Les tenants de l'austérité auraient-ils des pudeurs de gazelle à l'heure de constater le résultat de leur idéologie ? Pour rappel, rien qu'en 2019, ce sont 3500 lits qui ont été fermés, 100.000 en 20 ans et le point d'indice salariale des personnels de la fonction publique hospitalière est gelé depuis dix ans. Le 24 septembre, au micro de France Inter, Philippe Juvin, chef des urgences de l'Hôpital européen Georges-Pompidou et maire LR de La Garenne-Colombes, s'insurge : « Toutes ces mesures ne sont prises que dans un seul but, c'est de faire en sorte

de pas submerger le système de santé. [...] C'est quand même assez incroyable que huit mois après la crise, on soit dans un système où on n'a pas augmenté le nombre de lits de réanimation ou d'hospitalisations, on l'a même réduit. Paradoxalement, au mois d'octobre, nous risquons d'avoir moins de moyens hospitaliers à la disposition des malades du Covid qu'au mois de mars ».

UN TABLEUR EXCEL > LA RÉALITÉ

Puis il y a eu le Ségur de la santé, incarnation concrète de la promesse « massive » d'Emmanuel Macron. Qu'en retenir ?

- Une augmentation de 184 euros pour le personnel non-médical. « Pas négociable », nous dit Agnès Hartemann, car « pour certains petits salaires d'aides soignants ça peut être parfois 10% d'augmentation ». Mais rien de plus. Insuffisant pour stopper l'hémorragie de personnels. Caroline Fiat rappelle d'ailleurs que, « en parallèle, on leur retire des moyens, des collègues, tous les ans. Donc on est en train de leur dire «tu n'auras pas plus de moyens, pas plus de collègues, tu vas continuer à maltraiter les gens, à souffrir au travail, mais tu sais quoi, jusqu'au 20 du mois, tu n'auras pas à t'inquiéter, ton frigo sera plein. On n'est pas sympa ?» Voilà la politique de Macron. Ce n'est pas ce que veulent les soignants. Gagner un peu plus, personne ne dit non en 2020, mais on

reste parmi les personnels soignants qui gagnent le moins de l'OCDE. »

- La création de 15.000 postes et l'ouverture de 4000 lits. « De l'esbroufe, comme d'habitude », balaie la députée LFI. Elle précise : « En fait, il y a actuellement 7500 postes vacants et Olivier Véran ne fait que les doubler. Au CHU de Nancy, j'ai 40 postes vacants, parce que désormais les gens préfèrent faire 3h de voitures pour aller travailler au Luxembourg afin d'avoir un meilleur salaire et une qualité de vie au travail. Ils peuvent me doubler les postes vacants, qui va-t-on mettre dessus ? » Que répond à cela ce brave Olivier Véran ? Qu'on ne peut pas construire « des unités de réanimation du jour au lendemain ». Que faisait-il depuis le 11 mai ? Il est trop tard maintenant, les lits promis n'arriveront jamais à temps pour contrer la seconde vague. Alors on joue sur les chiffres. Exemple : selon l'ARS Île-de-France, les services de réanimation de la région disposeraient de 100 lits supplémentaires par rapport au printemps. Or, ces lits ne sont pas des « créations » mais des emprunts à d'autres services – pendant la première vague – qui ne leur ont toujours pas été rendus. Même son de cloche chez Caroline Fiat : « On a moins de lits de réa qu'avant la première vague. Les fermetures ont continué. Mais les ARS disent que c'est faux, ils s'en sortent avec une pirouette. En fait, pour maintenir le nombre de lits en réa, ils ont fermé des lits d'hospitalisation. » Qui croire : l'ARS qui dit que tout va mieux parce

que c'est écrit dans leurs tableurs, ou bien les soignants qui disent que tout va de mal en pis parce qu'ils le constatent tous les jours au travail ?

Voilà pour le Ségur.

« On se demande où est le plan massif », déplore Agnès Hartemann. Le seul plan consiste à attendre que l'orage passe, sans jamais rien anticiper. Que dire de cet article du Monde où l'on apprend que les données de Santé publique France sont incomplètes, approximatives – sans parler du manque de transparence –, laissant penser que le gouvernement navigue à vue ? « J'ai l'impression qu'ils jouent à la roulette-russe : on prend nos points faibles de la première vague, on aggrave la situation et on verra ce que ça donne pour la deuxième vague », s'exclame Caroline Fiat.

PARCE QUE C'EST NOTRE PROJET !

Alors que le couvercle de la marmite est sur le point de sauter, Emmanuel Macron, fidèle à lui même, attise le feu : « C'est pas une question de moyens, c'est une question d'organisation », lance-t-il. De quoi indigner Agnès Hartemann : « Il est complètement à côté de la réalité. C'est assez terrifiant. Ce n'est pas qu'un problème d'argent, c'est aussi un problème de conditions de travail. Dans quelles conditions va-t-on pouvoir soigner les gens dans les mois qui viennent ? Lui, il va se prendre un boomerang dans la figure. Il n'a pas compris la réalité de la

situation de ce mois d'octobre. » Est-ce si surprenant que cela, venant d'Emmanuel Macron ? Comme nous le rappelle André Grimaldi, « Édouard Philippe, qui était Premier ministre à l'époque et qui a fait l'ouverture du Ségur, a dit : «La crise exige de nous, non pas nécessairement de changer de cap, mais très certainement de changer de rythme». Donc pour lui, on va dans le bon sens mais il faut simplement desserrer un peu la vis. » « C'est très difficile de savoir si leur attachement au service public est réel ou s'ils pensent que le privé va assurer tout ça, abonde Agnès Hartemann. Ou alors, en juin quand ils ont ouvert le Ségur, ils pensaient que c'était réglé... mais ça ne l'est pas du tout ! »

Il faut se rendre à l'évidence, il n'y a pas et n'y aura jamais de « plan massif » pour l'hôpital public. Pas tant qu'Emmanuel Macron sera président de la République. André Grimaldi ne mâche pas sa déception :

« Il y a eu le discours de Mulhouse, et puis rien. On aura eu un grand hymne à l'hôpital public pour accompagner sa dépouille au Panthéon. Après un grand incendie, quand tout a brûlé, repoussent des roses, mais il peut aussi pousser des ronces. »

L'HIVER VIENT

Sauf qu'il va bien falloir gérer l'épidémie en cours et les malades qui arrivent aux urgences. Mais comment faire avec

moins de moyens, donc, mais aussi moins de personnels ? Là encore, le gouvernement et ses bras armés vont réussir à s'y mettre jusqu'aux genoux. Ainsi, alors qu'Olivier Véran lance, solennel, cet appel : « Nous avons besoin de renforts », le directeur général de l'AP-HP Martin Hirsch prévient : il « souhaite » que certains soignants « puissent renoncer à leurs vacances ». Bande de fainéants ingrats ! Caroline Fiat ne décolère pas : « C'est impossible de demander aux soignants de se passer de leurs vacances. On a besoin de se reposer ! Sinon, on va vite péter un câble. Vu les remerciements de la première fois – les intérimaires qui n'ont pas eu la prime par exemple –, la fatigue accumulée, la peur du virus, ceux qui ont été malades, ceux qui ont ramené le virus à la maison... les soignants ne vont pas s'arrêter de soigner, mais s'il y a une deuxième vague, ils n'iront pas en réa-Covid. Ils vont rester dans leur service. Vous savez, la réa-Covid, au-delà de voir des malades dans un état dramatique et de la fatigue au travail, c'est toute une vie entre parenthèse : plus de câlin à ses enfants, plus de repas en famille, plus de vie conjugale, on dort sur le canapé... »

Aux dires de chacun, il est une chose redoutée et redoutable dont l'ombre grandit jour après jour : une sorte de grande désertion des soignants, provoquée par le système lui-même. « Si on veut que le personnel revienne, il faudrait une annonce extrêmement forte sur le service

public, des augmentations de salaire, des améliorations des conditions de travail. On veut travailler confortablement », explique Agnès Hartemann.

Mais pour l'heure, la dernière trouvaille pour désengorger les urgences serait d'instaurer un « ticket modérateur forfaitaire et universel » pour les passages aux urgences sans hospitalisation. Dans le podcast « Au turbin ! », on apprend que seulement 25 à 30% des arrivées aux urgences par jour amènent à une hospitalisation. Voilà tout ce à quoi nous aurons droit. Austérité, rentabilité, compétitivité. Au diable la santé !

● **LOÏC LE CLERC**

COVID : LA DEUXIÈME VAGUE PIRE QUE LA PREMIÈRE